

# Saint-Pol: opération de filtrage à l'hôtel des impôts pour dénoncer la dégradation du service public

PUBLIÉ LE 19/05/2014

A.-S.P.

Ce lundi après-midi, une dizaine d'agents de la direction générale des finances publiques (DGFIP) bloquait l'hôtel des impôts de Saint-Pol. Ultime action d'une série commencée le 5 mai, pour dénoncer les suppressions d'emploi et les conditions d'accueil « qui deviennent déplorables ».



Les syndicats ont filtré l'entrée des contribuables entre 13h30 et 16h, hier pour dénoncer la dégradation du service public.

Opération de filtrage à l'entrée de l'hôtel des impôts, ce lundi, de 13 h 30 à 16 h. Une dizaine d'agents de la DGFIP, réuni en intersyndicale (FO, Solidaires, CGT, CFDT) veut sensibiliser les usagers sur les suppressions de postes (200 en cinq ans) et la dégradation des conditions d'accueil (jusqu'à 1 h 30 d'attente, « voire deux heures à Lens où y'a jusqu'à 2000 personnes par jour ! »). L'un ne va pas sans l'autre. René Quidé, secrétaire départemental CGT avance : « On veut continuer à rendre un vrai service public. »

« C'est pas le moment », lâche, excédée, une contribuable dans la file d'attente. Elle ajoute : « Je n'ai jamais trop attendu ici. » Un peu plus loin, Annie martèle : « Ils ont raison, faut défendre l'emploi tant qu'il est encore là. » « On leur laisse déposer leur déclaration, tempère Wilfried Glavieux, secrétaire départementale DGFIP Solidaires. On répond aux questions les plus simples, le but n'est pas de pénaliser nos collègues. »

À Saint-Pol, lors des pics d'affluence, les six agents présents (en moyenne) doivent gérer les demandes de 600 usagers. Et une affiche du ministère de l'Intérieur prévient, à l'entrée : « Ensemble, faisons le choix de la courtoisie et du respect. » Et précise que toute agression physique ou verbale sur des agents des finances publiques est passible de poursuites judiciaires. Ça donne le ton.

## Le ras-le-bol en quatre dates

Depuis le 5 mai, les syndicats organisent des actions dans le Pas-de-Calais. Saint-Pol est la dernière. Sur onze centres, il y a eu neuf blocages et deux opérations de filtrage.

20 mars : grève des agents

17 avril : action à Arras pendant la pause méridienne.

Le 15 mai : les syndicats DGFIP ont participé à la grève de la fonction publique.